

La « société de l'information », la construction d'un « concept-piège »

Qui contrôle les concepts ? L'ascension fulgurante de la « société de l'information » dans les représentations collectives, à partir des années quatre-vingt-dix, ne doit pas faire oublier la longue période de la gestation de la notion. Certes nul ne peut nier qu'elle recouvre une série de réalités techniques appelées à changer en profondeur non seulement le statut de la communication, de la culture et du savoir mais les modes de gouvernement et les formes d'organisation économique. Mais il n'empêche qu'elle ne prend sens que dans une configuration géopolitique informée par l'histoire.

Dès les années cinquante s'ébauchent les prémises théoriques de la société déterminée par le primat de la science et de l'intelligence artificielle. Et avec elles un discours d'accompagnement sur les « fins » : de l'idéologie, du politique, des conflits de classes, de l'intellectualité critique, et donc de l'engagement, au profit de la légitimation de la figure de l'intellectuel positif, gestionnaire. Dans les années soixante-dix, l'idée de société de l'information devient performative. Elle légitime dans les grands pays industriels la formalisation de politiques publiques de sortie de crise par l'injection des technologies de l'immatériel. Crise officiellement diagnostiquée comme du modèle de croissance et de gouvernabilité des démocraties occidentales, voire « de civilisation ». La fin de la guerre froide et l'irruption d'Internet propulsent la nouvelle ressource immatérielle et ses réseaux au cœur des doctrines géostratégiques sur la construction de l'hégémonie mondiale. Le contrôle des réseaux, la *global information dominance*, commande de nouvelles façons de faire la guerre et la paix, d'intégrer l'ensemble des nations autour du marché mondial et de l'idéologie du libre échange.

Les citoyens n'ont guère pu exercer leur droit à un vrai débat sur le projet de société que la catégorie toute faite de « société de l'information » implique.

Ce n'est que depuis peu que de nouveaux acteurs socio-politiques ont commencé à contester le bien-fondé du déterminisme technique qui le fonde. Le débat se recentre sur les enjeux de l'appropriation démocratique des univers techniques, dans un monde de plus en plus marqué par les logiques inégalitaires qui vont de pair avec la patrimonialisation privée du champ de la communication, de la culture et du savoir.